

# Algérie : comment la révolte est née

► Le pays a connu, vendredi 7 juin, sa seizième journée de manifestations contre le pouvoir, désormais incarné par le général Ahmed Gaïd Salah

► « Le Monde » s'est rendu à Kherrata, la ville de Kabylie où le mouvement a débuté en février, et a retrouvé les initiateurs de la première grande manifestation

► Leurs témoignages aident à mieux comprendre le processus de déclenchement de la contestation, en particulier au sein de la jeunesse

► Deux figures de la guerre d'indépendance expliquent en quoi la crise interne au FLN a changé le destin du pays en 1962

PAGES 4,5,17

## A Kherrata, épice du soulèvement algérien

Partie de Kabylie, en février, la contestation contre le système a essaimé dans tout le pays. A la manœuvre, trois jeunes, des militants, des associatifs...

### REPORTAGE

BÉJAÏA, KHERRATA (ALGÉRIE) -  
envoyé spécial

Cinq, six, sept... Il faut attendre le huitième kilomètre pour voir à nouveau la lumière et être bien certain que « *El Ghoul* » (« l'ogre »), comme on l'appelle ici, ne vous engloutira pas. Voies mal éclairées et mal ventilées, le plus long tunnel d'Afrique semble ne jamais se terminer.

S'il n'est pas le tronçon le plus agréable de la route qui relie Béjaïa à Kherrata, 65 kilomètres plus loin, c'est la promesse qu'on y est presque. Que cela en est bientôt fini de cette nationale 9, empruntée chaque jour par 25 000 véhicules, dont une moitié de poids lourds, cahotants ou freins sifflants, selon qu'ils montent ou descendent les monts des Babors. Le paysage a beau être spectaculaire, avec ses forêts de sapins, ses brumes et ses cimes, apercevoir la silhouette de Kherrata, dès la sortie du tunnel, reste un soulagement.

Avec ses 40 000 habitants, cette ville montagnaise de petite Kabylie, dans la wilaya (préfecture) de Béjaïa, est un autre monde. C'est d'ailleurs là, au milieu des pins, que le torrent de contestation qui balaie l'Algérie dans tous les sens depuis près de quatre mois a pris sa source.

Le 10 février, en début d'après-midi, le président Abdelaziz Bouteflika avait fait annoncer sa candidature à un cinquième mandat, par l'agence de presse

officielle et la télévision publique. En réaction, des affiches avaient été placardées en ville et dans les villages environnants. « *Nous appelons toute la population à assister à une marche pacifique contre le cinquième mandat et contre le système en place. Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux*

**CINQ ANS PLUS TOT, BACHIR HAOUALI ÉTAIT SEUL. « LE TYPE A QUI LE POUVOIR FOURQUAIT UN BOULOT A 4 CENTIMES TE RÉPONDAIT QU'IL EN AVAIT BESOIN », LACHE-T-IL**

qui les regardent faire, sans réagir. » Rendez-vous était donné pour le 16 février.

A Béjaïa, qu'on appelle encore dans le coin Bougie – son nom du temps de la colonisation – Abdennour Ziani n'a pas oublié cette date. Figure de la gauche associative et politique locale, il connaît la région mieux que quiconque et n'aurait pas parié sur cet appel.

« *J'étais un peu sceptique, avouait-il, en évoquant les échos qui lui parvenaient de la petite ville. Pourtant, le 16, un ami m'a appelé de là-bas en me disant qu'il y avait un monde fou. Je me souviens très bien de ses mots : "Je n'ai jamais vu ça".* » Ce matin-là, tous s'étaient levés. Et ils étaient des milliers à déferler dans les rues

au cri de « *pouvoir assassin* ».

Une semaine plus tard, le 22 février, c'est la contagion nationale. Les milliers de marcheurs de Kherrata deviennent des millions d'Algériens descendus dans les rues des grandes villes pour s'opposer eux aussi à un cinquième mandat du vieux président. Entre ces deux dates, les images des rues de Kherrata ont fait le tour du pays via les réseaux sociaux. Les médias classiques, eux, s'étaient laissés surprendre, ne couvrant que de loin, sans s'arrêter sur cette manifestation qu'ils qualifiaient de « *spontanée* ».

On aurait pu en rester aussi à cette version officielle, mais en fin d'après-midi, au moment de se séparer, Ali Riah, membre du Rassemblement action jeunesse, un mouvement d'éducation populaire, change soudain de ton et glisse du français à l'arabe dialectal : « *Pour résumer : au départ, il y a trois jeunes. Puis on s'est organisés...* »

Six jours avant le début communément admis du *hirak*, ce « mouvement » qui défie le pouvoir en place, ce sont trois inconnus, encore gamins, vivant au fin fond de la Kabylie, qui auraient montré l'exemple et prouvé qu'il était possible de reprendre la rue et d'y crier des slogans hostiles au pouvoir.

Tout se joue le soir du 10 février. Sonné par l'annonce de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika, celui que nous appellerons « *Hocine* » sort, histoire de respirer un peu. Il vient d'entendre la décision du président de se représenter et il broie du noir. Trop, c'est trop.

Pour passer sa colère, il appelle deux de ses copains qui le rejoignent. Tous trois partagent la même rage rentrée, doublée de honte d'en reprendre pour cinq ans avec un dirigeant malade qu'on ne voit même plus. « *Il faut qu'on sorte. Que le système dégage. Pourquoi pas une marche ?* », se demandent-ils entre eux.

### L'appel aux « grands frères »

Mais comment faire ? Ils se tournent alors vers les « grands frères », militants ou ex, syndicalistes ou associatifs. Eux savent. Les marches, ils en ont organisés, et pas qu'une fois : celles de la grande révolte kabyle de 2001, les manifestations contre la vie chère de 2011...

En fait, « *tout le monde y pensait dans son coin. Mais il fallait que ce soit organisé, avec des banderoles, des mots d'ordre, se rappelle Ali Riah. Et pour ça, il fallait des gens pour les aider. Or la région a déjà été secourue par des révoltes en 2001, et les figures de l'époque sont toujours dans le secteur. Une réunion secrète a vite été organisée avec les jeunes, des anciens militants, des associatifs. C'est comme ça que l'histoire a commencé.* »

Ali Riah fut un des nombreux appuis à l'organisation du mouvement. Il fallait être méthodique, quadriller la ville. Des contacts sont noués dans tous les quartiers, avec les associations locales et dans les villages alentours.

Il y a aussi Karim Chadli, un enseignant, responsable national du Cnapeste, un syndicat autonome qui multiplie les bras de fer avec

une administration déterminée à étouffer toute contestation dans l'éducation. Croisé en ville, un paquet de sujets du bac blanc sous les bras, il est intarissable sur l'histoire sociale de la région.

L'avocat Bachir Haouali sera avec Karim Chadli, un des orateurs du «16», après la manifestation. Il nous emmène en voiture vers les hauteurs qui surplombent la ville. L'occasion pour lui de décortiquer au scalpel l'état de la société algérienne après des décennies de régime autoritaire: «Les gens ont eu tellement peur, depuis des années... Tout semblait impossible.»

Mais cette fois, la peur n'arrêtera rien. «La manifestation a été préparée dans la clandestinité pendant quelques jours. Puis on est sortis. On s'est affichés. Les services de sécurité nous ont repérés, évidemment. Mais la machine était lancée», raconte Karim Chadli, l'enseignant, pour qui la réussite du mouvement tient à son organisation millimétrée. «Une commission était chargée de réguler la circulation; une autre du cordon de sécurité; une troisième de la sona...», ajoute Ali Riahi. Le résultat va dépasser leurs espérances.

«C'est comme si toute la société était dehors, un moment extraordinaire», se remémore Karim

sume Bachir Haouali.

Sur les images que font défiler les militants sur leur portable, ou sur celles mises en ligne, un slogan retient l'attention. Repris, entonné, hurlé même, par des centaines de voix ce 16 février: «Le peuple veut la chute du régime». Comme si Kherrata avait aussi brûlé les étapes et s'était d'emblée positionnée en contestataire exigeante et ne transigeait pas. «Kherrata a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Cela a créé un vrai retentissement», comme un effet d'entraînement, résume Abdenour Ziâni, à Béjaïa.

Il faut dire que dans l'imaginaire collectif, la région occupe une place à part. C'est le berceau du nationalisme algérien, l'un des trois lieux emblématiques des massacres de mai 1945. Des milliers d'habitants y ont perdu la vie, dont des centaines ont été précipitées vivantes dans les gorges de Chaabet Lakhra, à quelques kilomètres de la cité, par les militaires français.



Dépositaire autoproclamé de la mémoire du pays, le pouvoir ne manquait pas, chaque année, d'honorer ces lieux comme il se doit. Ironie du sort: aujourd'hui, le mouvement antisystème a démarré là... Alors le 8 mai, la population a bien rendu hommage à ses morts, mais seule. Les officiels, eux, étaient interdits de séjour.

#### Mémoire douloureuse

Car dans cette petite ville, la mémoire, douloureuse, se transmet de génération en génération. Ici, pas de «révolution du sourire», comme se nomment parfois les manifestants d'Alger pour souligner l'ambiance de certaines marches. Le 16 février, c'est avec des drapeaux noirs que les Kherratais ont défilé. «Chez nous, le chagrin est héréditaire. Nous avons une dette historique envers nos ancêtres. Ceux de 1945 et de 1954 [le début de la guerre d'Algérie]. Des anciens de 1988 [les émeutes d'octobre, lors de manifestations pour la fin du système de parti unique]. Ceux de 2001. Ce n'est pas une question de légitimité ou de fierté, mais de mémoire et de transmission, résume le syndicaliste. Mon père a marché le 16, c'était le vétéran de la manifestation. Il a vécu 1945 et

1954. Ma mère a beau l'avoir enquêtré, vu son âge et son diabète, il n'a rien voulu savoir!»

La génération du «16» a souvent en commun un même passé d'étudiant. Leurs années lycéennes bouclées, les meilleurs enfants de

Kherrata prennent en effet la route de Béjaïa et de sa cité universitaire. Et c'est là que ça se passe, encore et toujours. Là qu'ils font leurs premières classes politiques et syndicales. «Je rentrais rarement chez moi. C'est le week-end là-bas que tout s'animait, que l'on pratiquait des activités culturelles et politiques», se souvient Karim Chadli.

En ce printemps 2019, le campus de Targa Ouzemmour ne faillit d'ailleurs pas à sa réputation de ruche militante. Les concerts, les meetings et les manifs rythment les journées et les soirées du Ramadan. Pour Abdenour Ziâni, «la région de Béjaïa est un peu particulière. Avec ses traditions de lutte, ses syndicats, ses forces sociales. Ici, le monde associatif a son maillage et son dynamisme. Il vit en dehors des structures satellitaires du pouvoir», résume-t-il. Et c'est aussi ce qui a permis de lancer un mouvement.

Khaled Zirem est l'un des animateurs du café littéraire de Béjaïa, apparu en 2008. Onze ans plus tard, «on en compte une trentaine dans la région, en plus de ceux qui essaient dans le pays, comptabilise-t-il. Et ce, malgré la wilaya, la police, les services de sécurité, le DRS... Tous ces gens ont essayé de nous museler et de nous empêcher de nous réunir. Le principe est de créer un espace de débat autonome, libre. Où l'on donne la chance au public de rencontrer des auteurs et inversement».

Des auteurs, mais pas seulement. Le théâtre régional, un imposant édifice bâti à flanc de colline en 1936, accueille un cycle de «débat populaires sur la révolution en marche», et les cafés littéraires multiplient les rencontres avec des animateurs de la contestation, forces politiques, associatives...

«La société est en train de s'organiser. C'est le mouvement associatif qui s'y colle. Les partis traditionnels, dont ceux implantés en Kabylie, n'ont plus de base militante. L'ère Bouteflika a fait énormément de dégâts. Il a tout acheté, tout soudoyé. Mais aujourd'hui, la rue a dépassé politiquement ses élites», résume-t-il. A Béjaïa, huit comités de quartiers ont vu le jour, qui multiplient ce type de rencontres pour se réapproprier l'espace public.

Dans un de ces quartiers, la Cité des 300 logements, un petit square fait office d'agora. «On peut pas rattraper le temps perdu, mais on peut arrêter de perdre du temps», proclame une banderole. Le temps, justement, est une question sensible. Devant l'intransigeance du haut commandement de l'armée, qui refuse une transition politique et que beaucoup soupçonnent de jouer la montre

pour maintenir le système à flot, l'impatience commence à monter.

#### Peur des infiltrations

«Il faut voir tout ce qu'on a réalisé en quelques semaines. Une année dans l'histoire d'une nation, ce n'est rien. Ils ont bousillé le pays pendant soixante ans, relativise Khaled Zirem. On ne va pas le reconstruire en quatre semaines. Donnons le temps au temps. Mais il faut continuer à maintenir la pression par les manifestations et à s'organiser.»

Abdenour Ziâni, lui, est partisan d'une Assemblée constituante parce qu'à ses yeux, «c'est un mouvement horizontal, instructurel. Ce qu'il faut, c'est accompagner le soulèvement. Quant à la question de la représentativité, c'est d'abord au régime de faire le premier pas en acceptant une transition».

Comment structurer le mouvement? Comment lui désigner des représentants? Vers quelle transition se diriger? Les débats, parfois vifs, agitent le hirak sur fond d'un dédagisme aigu. La méfiance et la peur des infiltrations restent prégnantes, partout. Mais ce dédagisme exaspère aussi un peu les militants de Kherrata, qui y voient un héritage empoisonné de décennies de dictature «qui ont appris aux gens à se bouffer entre eux».

En définitive, Kherrata, la ville laboratoire qui a un temps d'avance sur le reste du pays, doit passer par les mêmes étapes que les autres régions. On n'efface pas plus vite ici qu'ailleurs les restes de l'histoire... En revanche, c'est bien là qu'un matin de février, «trois jeunes» ont décidé d'accélérer l'histoire. ■

MADJID ZERROUKY

## LES DATES

### 10 FEVRIER

L'agence de presse officielle annonce l'intention d'Abdelaziz Bouteflika, 82 ans, malade, de briguer un cinquième mandat présidentiel.

### 22 FEVRIER

Des centaines de milliers de personnes descendent dans la rue, principalement à Alger mais aussi à Oran, Constantine et Sidi Bel Abbès, pour protester contre la candidature du président.

### 11 MARS

Dans une «lettre aux Algériens», le président annonce qu'il ne briguera pas de cinquième mandat et que l'élection du 18 avril est reportée sine die. Les manifestations se poursuivent.

### 2 AVRIL

Lâché par l'armée, qui entend le déclarer «inapte» à gouverner, puis par son parti, le FLN, Abde-

## «L'ÈRE BOUTEFLIKA A FAIT ENORMEMENT DE DEGATS. IL A TOUT ACHETÉ, TOUT SOUDOYÉ»

**KHALED ZIREM**  
animateur d'un café  
littéraire à Béjaïa

Chadli. «Cette révolution, je l'avais espérée. Alors le 16 février, c'était comme un rêve. Le peuple a brisé le mur du silence», ajoute Bachir

Haouali, lyrique.

Cinq ans plus tôt, l'avocat avait caressé le projet fou de rallier Alger à pied pour protester contre le quatrième mandat de Bouteflika, mais il n'avait trouvé personne pour l'accompagner. «A l'époque, le type à qui le pouvoir fourquait un boulot à 4 centimes te répondait qu'il en avait besoin. On te disait: fais attention au DRS [les services de renseignements], à la sécurité militaire, aux mouchards... j'étais pourtant prêt à crever sur la route.» Mais à ce moment-là, il était seul.

Et tout à coup, il ne l'est plus. Comme si les quadragénaires retrouvaient ainsi une jeunesse un peu sacrifiée. «Mon adolescence est partie en fumée. On n'a pas vécu, on n'a pas été heureux. Qu'est-ce qu'on a connu? Le terrorisme, l'état d'urgence. Puis on est entrés dans la vie adulte, à l'université. Et c'est là qu'est arrivé... je ne veux même pas prononcer son nom, ce guignol: Bouteflika», ré-

laziz Bouteflika démissionne.

appelle à un « dialogue inclusif » parmi les responsables politiques en vue d'organiser « dans les meilleurs délais » une élection présidentielle.

6 JUIN

Abdelkader Bensalah, président par intérim contesté par la rue,

## « Le rôle des étudiants est primordial »

Pour la chercheuse Farida Souiah, le civisme du mouvement réconcilie le pays et sa jeunesse

### ENTRETIEN

**F**arida Souiah est docteure en sciences politiques, chercheuse affiliée à Aix-Marseille Université. Elle a consacré ses travaux aux *harraga* (« ceux qui brûlent les frontières ») en Algérie et en Tunisie, en s'intéressant notamment aux liens entre migration et politisation. Elle a codirigé avec Marie Bassi le numéro de *Critique internationale* « Corps migrants aux frontières méditerranéennes de l'Europe » (n° 83, 2019/2, 228 p.).

**Voilà près de quatre mois que la mobilisation protestataire a commencé en Algérie. Peut-on commencer à mieux en dessiner les contours ?**

Il s'agit d'une mobilisation inédite dans l'histoire de l'Algérie contemporaine. Parce qu'elle est de grande ampleur, parce qu'elle touche toutes les régions, toutes les couches sociales, toutes les générations. Mais aussi par sa durée. Le mouvement ne s'est pas satisfait de ses premières avancées [notamment le refus du cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika]. Il porte une forme de radicalité, bienvenue, à savoir la demande d'un changement complet du personnel politique et du régime. Ce mot d'ordre a réussi à fédérer une Algérie qui a souvent été divisée.

**En tant que chercheuse, vous avez beaucoup travaillé sur le phénomène des harraga qui optent par désespoir pour la migration clandestine. Or vous avez observé que la figure du harrag est très présente dans le mouvement.**

**Que cela signifie-t-il ?**

Déjà, avant le début du mouvement, les *harraga* étaient mobilisés telle une figure symbolique permettant d'articuler un dis-

cours contestataire. Le fait qu'une partie de la jeunesse soit prête à mourir pour partir était dénoncé comme la manifestation des dysfonctionnements politiques et économiques de l'Algérie. Depuis le 22 février, les *harraga* sont très présents dans les chants ou les slogans des protestataires, comme : « Pour la première fois, je n'ai pas envie de quitter mon Algérie ». Il y a même parfois une dimension carnavalesque aux manifestations, avec par exemple cette procession du 22 mars à Oran autour d'une barque [*symbole des départs en mer*] accompagnée d'une banderole : « Réserve par le pouvoir ». En plus de la jeunesse populaire qui peut s'identifier aux *harraga*, il y a des couches sociales plus aisées qui leur demandent pardon. Ainsi, cette pancarte, toujours à Oran : « Pardon aux harraga d'avoir mis autant de temps à vous défendre. »

**La jeunesse est aux avant-postes de la mobilisation. Quel est l'enjeu de cette présence massive ?**

Il faut comprendre que ce mouvement est d'abord une réconciliation des Algériens avec eux-mêmes. Quand je travaillais auprès de jeunes de quartiers

**« ON PEUT SE DEMANDER SI LE POUVOIR NE S'EST PAS PIÉGÉ EN INTERDISANT TOUT TRAVAIL CRITIQUE DE MÉMOIRE SUR CE QUI S'EST PASSÉ DANS LES ANNÉES 1990 »**

populaires à Oran et Mostaganem en 2011 et que je demandais à mes interlocuteurs pourquoi ils ne se soulevaient pas comme en Tunisie ou en Égypte, ils me répondaient : « Si on se soulève, on

va tout casser, ce sera l'émeute ». Aujourd'hui, une grande partie des jeunes croient de nouveau en leur capacité à se mobiliser et à changer le pays. Ils font acte de citoyenneté et de civisme en allant jusqu'à organiser le ramassage des ordures dans le sillage des manifestations. Cela réconcilie l'Algérie avec sa jeunesse, et la jeunesse avec l'Algérie.

**Et la jeunesse étudiante ?**

Son rôle est primordial. Car il n'y a pas que les manifestations du vendredi, il y a aussi les mardis étudiants. Avec la massification de l'enseignement supérieur, l'Algérie compte aujourd'hui 1,7 million d'étudiants, dont près de 60 % sont des étudiantes.

**Cette dimension générationnelle n'est-elle pas précisée ce qui a rendu possible le mouvement ? Les jeunes sont moins intimidés que leurs aînés par la mémoire de la violence passée...**

On peut se demander en effet si le pouvoir ne s'est pas piégé lui-

même en interdisant tout travail critique de mémoire sur ce qui s'est passé dans les années 1990 avec la loi sur la réconciliation nationale. Les jeunes qui ont 18 ans aujourd'hui n'ont pas connu la décennie noire et la mémoire de cette violence ne s'est pas réellement transmise dans les familles. Du moins, il reste beaucoup de non-dits. Ainsi, le chantage au risque de rebasculer dans la violence passée est un épouvantail qui n'a pas fonctionné auprès d'une génération qui ne l'a pas physiquement connue. Cela n'a pas pu la dissuader de descendre dans la rue.

**Vous évoquez la Tunisie. La vague des « printemps arabes » fait-elle partie du référentiel de**

**la protestation algérienne ?**

Le mouvement algérien exprime un refus très fort d'être comparé à ce qui se passe ou s'est passé à l'étranger. Car le pouvoir a essayé de brandir la peur du chaos de type syrien ou libyen. Dès le départ, les manifestants ont clamé : « On n'est pas en Syrie ». En fait, l'imaginaire politique de ce mouvement est plutôt algéro-centré. Le référent, c'est l'indépendance. Certaines personnes ressortent des drapeaux qui avaient été brandis lors des manifestations de 1962. C'est l'idée que le mouvement actuel consacre une « nouvelle indépendance ». L'indépendance, c'était le peuple. Et là, c'est de nouveau le peuple. On « fait peuple » dans ces manifestations.

**Les islamistes tentent-ils de peser sur le mouvement ?**

Pour l'instant, on ne les voit pas en tant que tels. D'abord, il faut préciser que le mot « islamiste » veut tout dire et ne rien dire. Il recouvre des réalités très différentes, entre l'islamisme radical et violent et les partis islamistes qui s'inscrivent dans le jeu politique, et qui sont plutôt des partis conservateurs. La première catégorie, les radicaux, on ne les voit pas. Quant à la seconde catégorie, si une transition politique s'installe, il est peu probable qu'elle exclue ces partis islamistes conservateurs. Mais, aujourd'hui, ces derniers sont peu visibles. Il y a dans le mouvement une telle suspicion envers les partis politiques institués, quels qu'ils soient, que je ne pense pas qu'ils aient la velléité, ou plus précisément la possibilité, de récupérer quoi que ce soit. Pas pour l'instant, en tout cas. ■

PROFOS RECUEILLIS PAR  
FRÉDÉRIC BOBIN

**L'ALGÉRIE  
DANS  
L'IMPASSE****ÉDITORIAL III**

Depuis près de quatre mois, l'Algérie est en suspens. Suspendue à un profond mouvement de contestation populaire qui a commencé samedi 16 février avec une première manifestation spontanée contre un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, et qui se répète depuis lors chaque vendredi, pacifiquement, de manière inédite. Suspendue à un régime autoritaire, maintenant contrôlé par les militaires, au pouvoir depuis l'indépendance, et qui refuse de lâcher prise après avoir fait quelques concessions, dont celle de la démission de M. Bouteflika. Suspendue à une économie qui tourne au ralenti.

La situation politique est dans une impasse totale. Dimanche 2 juin, le Conseil constitutionnel a décidé de reporter l'élection présidentielle prévue le 4 juillet, faute de candidats : seuls deux inconnus avaient en effet osé braver le rejet de ce scrutin par les manifestants, qui contestent les conditions dans lesquelles il est organisé. C'est la deuxième fois en trois mois que l'élection présidentielle est annulée, après l'annulation de celle du 18 avril par la présidence Bouteflika, qui cherchait alors à gagner du temps. Aucune date n'a été fixée pour une nouvelle élection, alors que le mandat du président par intérim nommé après la démission de M. Bouteflika, Abdelkader Bensalah, prend fin officiellement le 9 juillet. S'affranchissant ouvertement de l'ordre juridique, le Conseil constitutionnel vient de prolonger son mandat pour une durée indéterminée, ce qui fera basculer le système politique dans l'inconnu.

La réalité du pouvoir est, pour l'instant, entre les mains du chef d'état-major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, 79 ans, pilier du régime depuis vingt ans. Surpris, comme les autres, par l'ampleur de la contestation, il ne donne aucun signe d'ouverture, n'ayant visiblement pas de plan de sortie de crise après avoir mis à tort sur l'essoufflement du mouvement. Il semble surtout préoccupé par la volonté de se maintenir au pouvoir, à la faveur de règlements de comptes internes aux divers clans du régime, qui se sont traduits par plusieurs arrestations dans les rangs de la nomenklatura.

Les Algériens, eux, et en particulier la jeunesse, font preuve d'une admirable détermination. Vendredi encore, ils sont sortis dans les rues, à travers tout le pays, avec cette revendication unanime à l'égard des hommes au pouvoir : « *Dégagez!* » La volonté d'un changement de système, et pas seulement d'hommes, est clairement exprimée, semaine après semaine. Elle a été renforcée par la mort en prison, le 28 mai, d'un militant des droits de l'homme en grève de la faim depuis son arrestation le 31 mars, Kamel Eddine Fekhar.

Le président par intérim Bensalah a appelé jeudi à un dialogue entre « *la classe politique* » et « *la société civile* ». La première, cependant, est totalement discréditée et la deuxième n'a pas encore réussi à se trouver de leaders susceptibles de la représenter. C'est pourtant par là que doit commencer l'indispensable transition politique algérienne. Pour que ce dialogue ait une chance de s'ouvrir, le général Gaïd Salah doit donner à la rue des gages de transparence et de la sincérité du pouvoir à respecter le processus d'une transition démocratiquement organisée. C'est la seule issue responsable pour l'Algérie, alors que les images du Soudan et de la sanglante répression du mouvement populaire qui a conduit à la démission du président Omar Al-Bachir étaient présentes, vendredi, dans les esprits des manifestants. ■